

N°AT-MAR-2023-248

**Arrêté temporaire  
Portant réglementation de la circulation**

**D 974, D 913 et D 903, communes de Carentan-les-Marais, Auvers, Méautis, Baupte et Montsenelle**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MANCHE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-5, R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Manche, n° ARR-2023-59, du 3 février 2023, applicable à partir du 6 février 2023, portant délégation de signature à Monsieur le responsable de l'agence technique départementale des marais.

Vu la demande de **l'entreprise NEOVIA-TP** en date du 02/03/2023 sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux **du 13/03/2023 au 31/03/2023**,

Considérant que pendant **les travaux de pontage de fissures**, sur la :

- **D 974** du PR 42+0000 au PR 47+0000 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 913** du PR 0+0000 au PR 6+0000 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 1+0232 au PR 5+0276 (Auvers, Méautis et Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 6+0240 au PR 8+0857 (Auvers) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 10+0000 au PR 14+0000 (Baupte et Montsenelle) situés hors agglomération

, **la circulation sera réglementée suivant le schéma CM 44** du manuel du chef de chantier,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** À compter du **13/03/2023** et jusqu'au **31/03/2023**, la circulation sera réglementée suivant le schéma **CM44** du manuel du chef de chantier avec alternat manuel mobile suivant l'avancement du chantier et limitation à **50 km/h** sur les :

- **D 974** du PR 42+0000 au PR 47+0000 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 913** du PR 0+0000 au PR 6+0000 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 1+0232 au PR 5+0276 (Auvers, Méautis et Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 6+0240 au PR 8+0857 (Auvers) situés hors agglomération
- **D 903** du PR 10+0000 au PR 14+0000 (Baupte et Montsenelle) situés hors agglomération

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur général des services et Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à La Haye, le 03/03/2023**

**Pour le Président et par délégation,  
Le responsable de l'agence technique départementale  
des Marais**

**Patrice CULERON**

Pour le président et par délégation

Signé électroniquement par : Patrice Culeron

Date de signature : 06/03/2023

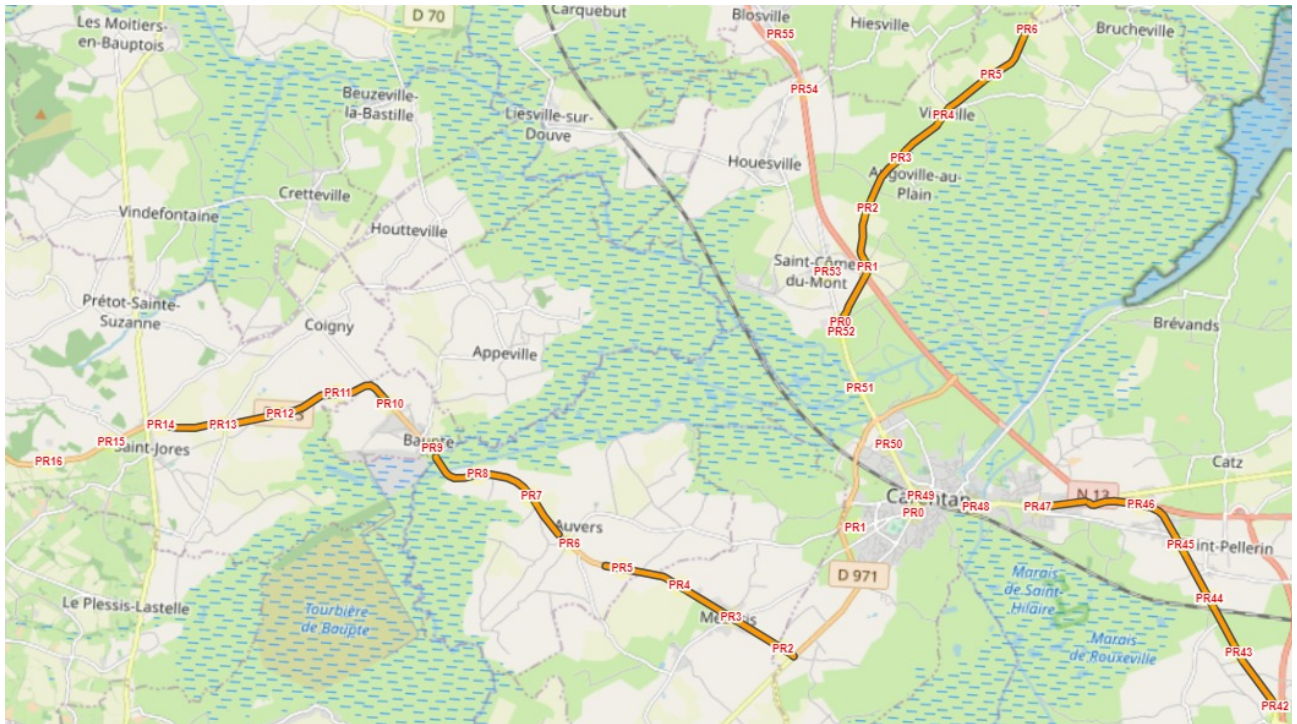
Qualité : Responsable d'agence - ATD des marais

**DIFFUSION:**

- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche
- Monsieur le Maire d'Auvers
- Monsieur le Maire de Baupte
- Madame le Maire de Méautis
- Monsieur le maire de Carentan-les-Marais
- Monsieur le Maire de Montsenelle
- Monsieur Arnold DINTRICH (entreprise NEOVIA-TP)
- CER de Carentan-les-Marais

**ANNEXES:**

Zones de travaux



Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.